

FF 2023
www.fedlex.admin.ch
La version électronique
signée fait foi



Délai référendaire: 5 octobre 2023

# Loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail (Loi sur les travailleurs détachés, LDét)

# Modification du 16 juin 2023

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu le message du Conseil fédéral du 2 décembre 2022<sup>1</sup>, arrête:

Ι

La loi du 8 octobre 1999 sur les travailleurs détachés<sup>2</sup> est modifiée comme suit:

Art. 8, al. 2, 2e phrase

2 ... Ils peuvent utiliser à cet effet la plateforme de communication électronique prévue à l'art. 8a.

#### Art. 8a Plateforme de communication électronique

- <sup>1</sup> Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) met une plateforme de communication électronique à la disposition des organes de contrôle visés à l'art. 7, al. 1, pour la communication des informations visées à l'art. 8, al. 2.
- <sup>2</sup> Il peut conserver les données de personnes physiques ou morales communiquées au moyen de cette plateforme, y compris les données relatives à des poursuites ou à des sanctions pénales ou administratives. Il peut en outre réaliser les travaux nécessaires à la maintenance de la plateforme.
- <sup>3</sup> La plateforme comporte une interface permettant de la relier à des applications spécialisées. Les informations sont communiquées de manière chiffrée.

1 FF **2022** 3190

<sup>2</sup> RS **823.20** 

2023-1749 FF 2023 1526

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution concernant la sécurité des données; il définit notamment les exigences techniques applicables à la plateforme et à l'interface. Il réglemente également l'accès des organes de contrôle visés à l'art. 7, al. 1, et la durée de conservation des données sur la plateforme.

## Art. 9, al. 3, 1re phrase

<sup>3</sup> L'autorité qui prononce une sanction communique une copie de sa décision au SECO ainsi qu'à l'organe paritaire qui est compétent en vertu de l'art. 7, al. 1, let. a.

### Π

- <sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.
- <sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Conseil des États, 16 juin 2023

La présidente: Brigitte Häberli-Koller

La secrétaire: Martina Buol

Conseil national, 16 juin 2023

Le président: Martin Candinas

Le secrétaire: Pierre-Hervé Freléchoz

Date de publication: 27 juin 2023 Délai référendaire: 5 octobre 2023